

## Bujumbura accuse Red-Tabara et Alexis Sinduhije de l'attaque de Buganda

PANA, 27 septembre 2018 Un opposant en exil accusé d'avoir commandité le massacre de 26 villageois au nord du Burundi Bujumbura, Burundi - Un combattant de la "Résistance pour l'état de droit" (Red-Tabara, le recours), Dismas Ndayisaba, a accusé jeudi le chef présumé de ce mouvement rebelle clandestin, Alexis Sinduhije, d'avoir commandité l'attaque armée de mai dernier qui avait fait 26 morts parmi les villageois de Buganda, dans le nord-ouest du Burundi.

L'ancien journaliste vedette de Radio publique africaine (RPA, indépendante), Alexis Sinduhije, est entré en politique depuis 2010, sous la bannière du "Mouvement pour la Solidarité et la Démocratie" (MSD). C'est au plus fort de la crise électorale de 2015 que son opinion a commencé à entendre parler de "Red-Tabara" et de plusieurs autres rébellions autoproclamées, notamment les "Forces républicaines du Burundi" (FOREBU), animées par un ancien général putschiste de l'armée nationale, Godefroid Niyombare. Les autorités burundaises avaient jusque-là l'habitude de minimiser l'existence de rébellions, préférant parler tantôt de "bandits armés", tantôt de "groupes de malfaiteurs" ou alors de "groupes terroristes" qui alimentent une insécurité résiduelle depuis la fin des dernières élections mouvementées. Cette fois, le jeune présumé combattant de Red-Tabara a été exhibé au grand jour par la police nationale et après son témoignage, il a été capturé en République Démocratique du Congo voisine et se trouve actuellement entre les mains du Service National des Renseignements (SNR) à Bujumbura. Le captif a demandé "pardon" aux familles des victimes, estimant qu'il ne voyait pas d'autres moyens de réparer les torts qu'il a causés en participant au massacre d'innocents. Le témoignage intervient, par ailleurs, peu de jours après une autre attaque contre le poste frontalier de Gatumba, au nord-ouest de Bujumbura, et qui serait encore l'œuvre de Red-Tabara, après toujours le jeune captif. Là aussi, aucune revendication n'a été faite de l'attaque du poste frontalier de Gatumba dans laquelle au moins un assaillant a été tué dans une tentative de cambriolage d'une banque locale. L'autre révélation embarrassante du jour est que le mouvement rebelle bénéficierait de l'appui logistique du Rwanda voisin, à en croire toujours le témoignage du jeune combattant de Red-Tabara. L'on savait déjà que le Burundi et le Rwanda entretiennent des relations particulièrement tendues ces dernières années, sur fond d'accusations de déstabilisation réciproque. Les révélations tombent, par ailleurs, au moment où se tient, à New York, la 73ème Assemblée générale des Nations unies, une des organisations internationales qui ont été déjà saisies d'une plainte par la partie burundaise sur une ingérence supposée du Rwanda dans les affaires intérieures de son voisin du sud. Le dernier rapport d'enquête des Nations unies sur la situation au Burundi fait état de l'existence avérée de groupes armés à la frontière du Burundi où ils continuent de constituer une menace pour la population civile du pays. Néanmoins, "aucun de ces groupes" n'a, à la connaissance de la Commission d'enquête, revendiqué une attaque sur le sol burundais en 2017, ni en 2018, précise le rapport. La Commission n'a pas pu, "faute notamment d'un accès aux victimes et d'un refus répété du gouvernement de lui fournir des éléments", corroborer les informations qu'elle a recueillies sur l'implication de groupes armés dans des atteintes aux droits de l'homme depuis 2015 au Burundi. Elle n'a en particulier pas été en mesure d'identifier le groupe responsable du massacre d'au moins 26 personnes le 11 mai 2018 dans la commune de Buganda, au nord-ouest du pays. L'enquête diligentée par les autorités burundaises n'a, à ce jour, pas rendu ses conclusions, relevait le rapport onusien.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});